

Mozambique

Les auteurs de l'attentat contre un local de l'A.N.C. résideraient à Maputo

M. Samora Machel, président du Mozambique, a quitté Paris, le mercredi matin 19 octobre, pour Londres, au terme d'une visite « officielle de travail » de quarante-huit heures. Au cours d'un dîner offert en son honneur, mardi soir, au Quai d'Orsay, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, le président mozambicain a déclaré que son séjour en France s'est déroulé dans une atmosphère d'« amitié et de compréhension ». Parlant de la coopération entre les deux pays, qu'il a qualifiée d'« exemplaire », il s'est félicité du « développement solide » des rapports bilatéraux.

L'attentat commis lundi 17 octobre à Maputo contre un local de l'A.N.C. (Congrès national africain) a suscité de nombreuses protestations internationales, et les autorités mozambicaines s'interrogent sur les circonstances de cet attentat.

De notre envoyé spécial

Maputo. — Aucun doute, ceux qui ont posé le lundi 17 octobre trois bombes magnétiques sur le toit d'un appartement occupé par le Congrès national africain (A.N.C.) à Maputo connaissaient leur métier. Les trouées de 1 mètre de diamètre ouvertes dans le plafond du logement sont si parfaitement identiques qu'elles pourraient avoir été découpées par un professionnel du burin s'il n'y avait pas ces douzaines de vitrines qui ont éclaté sous le choc des explosions simultanées, et ce dans un rayon de 500 mètres... Du travail de spécialiste, à coup sûr, mais pas forcément militaire, comme l'affirme Pretoria.

Que l'opération ait été menée sur ordre sud-africain, personne n'en doute. Ce qui est mis en cause, officiellement du moins, à Maputo, ce sont les déclarations du général Malan, ministre sud-africain de la défense, concernant l'héroïsme d'« un petit commando militaire rentré sain et sauf au pays ».

Afin d'insister au maximum sur « la nouvelle violation des frontières nationales par l'apartheid », et pour ne pas embarrasser l'A.N.C., qui rejette, par principe, l'hypothèse d'un traître dans ses rangs, les autorités mozambicaines ne disent pas tout haut que, pour elles, le ou les auteurs de l'opération résident à Maputo. *Mozambicains ou Sud-Africains « réfugiés », les hommes de main au service de Pretoria, dans cette ville, ne manquent sûrement pas*, avoue, fataliste, un cadre du Frelimo.

La thèse officieuse de Maputo, il faut le noter, s'appuie sur deux autres points. D'abord, contrairement à l'habitude, le général Malan n'a revendiqué aucune saisie d'armes ou de documents sur les lieux. « Il ne nous manque rien », confirme M. Bob Thati, chef du bureau local de l'A.N.C.

Second constat : c'est la première fois que le bilan d'une opération spectaculairement revendiquée par l'armée sud-africaine ne fait aucun mort. Sur les cinq personnes blessées dans leur sommeil par les chutes de gravats, trois sont sorties de l'hôpital et l'état des deux autres n'inspire aucune inquiétude. Chacun s'en félicite et en tire la conclusion que les

conscrits sud-africains ne participaient pas à l'opération. Après tout, ajoute-t-on, « ces bureaux de l'A.N.C. sont officiellement installés à cette adresse depuis plusieurs années et les Sud-Africains savent parfaitement qu'ils sont occupés par des administratifs et non des guérilleros ».

Quant à la question de savoir pourquoi les Sud-Africains ont tout de même frappé, Pretoria fournit plusieurs réponses. En premier lieu, dit le général Malan, « c'est dans ces locaux que fut planifié l'attentat à la bombe du 10 octobre à Warmbath ». Il n'y eut, ce jour-là, que des dégâts matériels, mais ce qui choqua le plus les Sud-Africains, c'est que le premier ministre devait prendre la parole le lendemain à cet endroit précis et que deux mines, réglées pour exploser à l'arrivée de la défense civile et militaire, furent découvertes à temps sur les lieux.

Ceux qui ont ordonné l'opération n'étaient sûrement pas fâchés, d'autre part, que l'explosion ait lieu au moment où le président Samora Machel effectue une tournée à l'étranger qui est capitale pour l'avenir du pays. En clamant avec emphase leur succès à Maputo, quitte à en rajouter un peu sur les fruits de l'opération, les Sud-Africains démontrent une nouvelle fois la vulnérabilité de leur voisin et rappellent qu'ils sont de taille à frapper leur ennemi dans son propre territoire.

A deux semaines d'un référendum national qui divise profondément l'électorat traditionnel afrikaner du gouvernement, Pretoria aurait ainsi cherché à refaire l'unité de la communauté au pouvoir autour de deux thèmes mobilisateurs, la force et la lutte contre le terrorisme. C'est une recette qui a fait plusieurs fois ses preuves dans l'histoire de l'Afrikanderdom. On a sans doute jugé, en haut lieu, que le noble et difficile pari de la réunification boer valait bien un léger surcroît de critiques à l'étranger. D'autant que, en définitive, les condamnations internationales de l'attentat et de la violation de frontière n'ont pas été plus vives que par le passé.

PATRICE CLAUDE.